



ENQUETE ADMINISTRATIVE BAFOUEE : LA VERITE DOIT ETRE DITE

Lors du conseil municipal du samedi 20 décembre 2025, Madame Le maire avait été interpellée au sujet de vols de viande présumés à la cuisine centrale de la ville d'Avignon orchestrés par les encadrants.

Monsieur NAHOUM, premier adjoint au maire a répondu qu'une enquête administrative interne serait diligentée à la suite des faits signalés par des agents d'exécution.

Les syndicats CGT et FO tiennent à rappeler qu'une enquête administrative doit respecter plusieurs principes fondamentaux :

- Neutralité
- Impartialité
- Exhaustivité
- Respect du contradictoire

Or, à ce jour, plusieurs éléments concordants interrogent légitimement les agents quant à la conduite de cette enquête orientée contre eux et non sur l'impartialité et la transparence.

Pour les syndicats CGT et FO, c'est inacceptable.

Chaque agent doit pouvoir être entendu et la vérité doit être recherchée sans pression ni arrangement. Tout laisse penser à une volonté d'enterrer le dossier, plutôt que d'établir clairement les responsabilités

Les « lanceurs d'alerte » subissent depuis plusieurs mois une campagne de diffamation à leur encontre et leurs conditions de travail se sont fortement dégradées (menaces de sanctions disciplinaires, pression, stress, situations d'angoisse liées à l'environnement de travail...)

Cela ne plus durer en l'état.

Qui sont les lanceurs d'alerte ?

Ce sont les agents de cuisine de la production qui confectionnent quotidiennement les repas ainsi que les chauffeurs-livreurs qui les acheminent vers toutes les écoles de la ville.

Ils méritent respect, écoute et équité.

Nous refusons toute tentative de museler l'expression des agents, toute intimidation à l'encontre du personnel, toute remise en cause du droit de dénoncer prévu par l'article 40 du code de procédure pénale et l'article L-135-1 du code général de la Fonction Publique stipulant « lorsqu'un agent public territorial constate un délit dans l'exercice de ses fonctions, il a le devoir de le signaler à sa hiérarchie et aux autorités compétentes ».

Les syndicats CGT et FO exigent :

- Le respect des droits de tous les lanceurs d'alerte
- Que les conclusions de cette enquête soient établies en toute impartialité, transparence et principe du contradictoire
- Que toute la lumière soit faite sur ces vols de viande présumés
- Que le climat de travail redevienne serein

STOP AUX INTIMIDATIONS !

STOP A LA PRESSION !

**PAS D'OPACITE : LA TRANSPARENCE EST UNE
EXIGENCE**

Chers collègues, vous êtes désormais informés.

*Face aux silences et aux zones d'ombre, des agents se
mettent en grève pour que la vérité soit entendue.*